

Le Rapport Beveridge

G. P.

Volume 10, numéro 4, 1943

Le Rapport Beveridge

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1102995ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1102995ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

P., G. (1943). Le Rapport Beveridge. *Assurances*, 10(4), 121–122.
<https://doi.org/10.7202/1102995ar>

Assurances

Revue trimestrielle consacrée à l'étude théorique et pratique
de l'assurance au Canada

Enregistrée à Montréal comme matière de seconde classe.
Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Prix au Canada:
L'abonnement: \$1.00
Le numéro: 25 cents

Directeur: GÉRARD PARIZEAU

Administration:
Ch. 21
84, rue Notre-Dame ouest
Montréal

121

10 année

MONTREAL, JANVIER 1943

Numéro 4

Le Rapport Beveridge

On a beaucoup parlé récemment au Canada d'un document qui a soulevé énormément d'intérêt en Angleterre : le rapport présenté à la Chambre des Communes par Sir William Beveridge, ancien directeur de la London School of Economics et spécialiste des questions sociales. Certains journaux en ont souligné surtout les inconvénients, d'autres ont cherché à en faire la grande charte de la sociologie moderne; certains en ont parlé vaguement devant des auditoires bien préparés à apprécier tout ce qui semble apporter une solution même partielle aux questions sociales que l'après-guerre fait entrevoir.

Nous avons voulu apporter notre collaboration à l'analyse du rapport en présentant ici trois travaux bien différents, qui permettront d'apercevoir quelques aspects du problème. Le premier est le résumé qu'a préparé pour ses lecteurs la Revue Internationale du Travail, organe du Bureau International du Travail, dans son numéro de janvier 1943. Il

donne un excellent aperçu des questions traitées et des solutions que Sir William Beveridge suggère. Le second est un extrait du rapport même ¹ qui indique les principaux changements qui devront être apportés dans divers domaines de l'initiative publique et privée en Angleterre si on applique les solutions indiquées. Le troisième travail est un article que nous a communiqué M. Arthur Pedoe, actuaire de la Prudential of London au Canada. En se plaçant au point de vue de l'assureur, M. Pedoe juge sévèrement la partie du projet qui se rapporte à l'assurance. C'est une critique qui a son importance puisqu'elle s'appuie sur des capitaux et des intérêts énormes. Nous avons pensé qu'elle avait sa place à côté de l'étude objective du B.I.T., quand ce ne serait que pour rappeler à nos gens qu'avant d'accepter en bloc les conclusions de Sir William Beveridge, il serait bon d'en rechercher les conséquences et de se demander dans quelle mesure le rapport s'applique à notre situation. Il ne faudrait pas lui faire un accueil aveugle qui serait plus à l'éloge de notre esprit colonial que de notre sens critique. Nous avons déjà un organisme social assez élaboré fait d'assurance-chômage, d'assurance contre la responsabilité patronale, d'assistance aux mères nécessiteuses et aux vieillards. On nous annonce également une nouvelle assurance-maladie sous la direction de l'Etat. De plus l'assurance privée est, chez nous, beaucoup plus répandue qu'en Europe. Il suffirait probablement de mieux coordonner l'effort actuel, d'augmenter ou de modifier certaines indemnités et, peut-être, de trouver de nouvelles initiatives pour rendre au public les services qu'il attend de l'Etat après la guerre. Tout en accueillant avec sympathie une étude magistrale comme celle de Sir William Beveridge, il ne faudrait pas commettre l'erreur de voir en elle autre chose qu'un très intéressant document à consulter. — G. P.

¹ Pages 15, 16 et 17 de l'édition américaine parue chez MacMillan.